



En 2070, Bruxelles devrait compter 4 % d'habitants en moins si on en croit les projections du Bureau du Plan. © PIERRE-YVES THIENPONT.

La population bruxelloise devrait décroître à partir de 2040

Le Bureau du Plan estime que la population belge pourrait frôler les treize millions d'habitants en 2070. Avec des différences selon les Régions. La natalité est en baisse, les migrations restent un élément essentiel de l'évolution.

ERIC BURGRAFF
JEAN-FRANÇOIS MUNSTER
UGO SANTKIN

La Belgique devrait compter 12,9 millions d'habitants à l'horizon 2070. C'est ce qu'indiquent les nouvelles projections du Bureau fédéral du Plan (BFP). Une hausse de 10 % de la population très inégalement répartie entre les Régions. La Flandre devrait voir sa population progresser de 17 %, la Wallonie de 2 % tandis que Bruxelles connaîtrait un recul de 4 %.

1

Croissance démographique moins soutenue

La population belge va continuer à augmenter au cours des prochaines années, mais à un rythme moins soutenu que par le passé. Alors qu'on était sur une hausse de 40.000 personnes supplémentaires par an depuis cinquante ans, celle-ci devrait désormais tourner autour des 25.000 personnes par an jusqu'en 2070. Ces projections résultent d'un ensemble d'hypothèses faites par le Bureau du Plan au niveau de trois paramètres : la migration internationale – qui devrait se stabiliser –, l'espérance de vie – qui devrait augmenter – et le taux de fécondité – qui devrait légèrement augmenter, mais sans retrouver le niveau observé à la fin des années 2000.

2

La migration se stabilise mais reste le moteur de la croissance démographique

Le Bureau du Plan projette une stabilisation de la migration au cours des années à venir. Alors qu'entre 2000 et 2010, le nombre total d'immigrations par an a augmenté de 100.000 à 166.000 avant d'osciller entre 150.000 et 160.000 lors de la dernière décennie, il devrait se stabiliser d'ici à 2070 autour de 160.000 personnes. Le Bureau du Plan explique ce phénomène de deux façons. Premièrement, si cette immigration est indirectement boostée par la croissance démographique de pays hors de l'Union européenne (UE) – particulièrement en Afrique –, elle ralentit en raison d'une moindre croissance de la population dans les autres Etats membres de l'UE. Deuxièmement, l'immigration provoquée par l'élargissement de l'Union au début des années 2000 devrait disparaître. L'émigration, elle, se stabilise également, mais à un niveau plus faible (130.000 personnes par an).

Malgré cette stabilisation, la migration demeure le moteur de la croissance

démographique, selon le BFP, et pourrait même être le seul moteur de celle-ci à partir de 2040. Jusque dans les années 70, la croissance démographique était très majoritairement due au solde naturel (naissances moins décès). Ensuite, et ce jusqu'au début des années 2000, le solde migratoire international (immigrations moins émigrations) a autant contribué à l'augmentation de la population que le solde naturel. Depuis, le solde migratoire est plus important que le solde naturel et devrait le rester.

3

L'espérance de vie augmente

Autre enseignement intéressant de l'étude : l'espérance de vie à la naissance. En 2022, elle était de 83,8 ans pour les femmes et de 79,5 pour les hommes. C'est respectivement 3 ans et 5 ans de plus qu'en 2000. Mais aussi 6 ans et 8,5 ans... de moins que ce qu'annoncent les experts pour 2070. Mais le plus remarquable n'est pas là, il est dans la réduction de l'écart d'espérance de vie entre femmes et hommes : si en 2000, on comptait encore 6,34 années d'intervalle, on n'en compte désormais plus que 4,23. De plus, pour 2070, les analystes prédisent une différence de moins de deux ans, 1,7 année exactement. Ce sont les hommes qui chaque année grappillent quelques mois de plus que les femmes dans la « lutte pour la vie ».

Cette donnée cache mal cependant des différences régionales historiques : « En 2022, l'écart entre la province ayant l'espérance de vie la plus élevée, le Brabant flamand, et la province ayant l'espérance de vie la plus faible, le Hainaut, était de 4,9 ans chez les hommes et de 3,5 ans chez les femmes », explique Stabel. A l'exception du Brabant wallon, les provinces flamandes obtiennent de meilleurs résultats que les provinces wallonnes. Par ailleurs, les écarts entre les groupes socio-économiques les plus favorisés et les plus défavorisés flirtent autour de 9 ans pour les hommes et de 6 ans pour les femmes. Le Bureau du Plan ne dit pas comment ces écarts géographiques et sociologiques pourraient évoluer dans le temps.

4

La taille des ménages se réduit

La taille moyenne des ménages devrait passer de 2,3 personnes par ménage en 2023 à 2,1 en 2070. Principale cause ? Le vieillissement de la population provoqué par l'augmentation de l'espérance de vie. Le nombre de personnes âgées vivant seules va augmenter sensible-

ment. D'autres facteurs liés à l'évolution des modes de vie jouent aussi un rôle comme l'augmentation des divorces et séparations, le recul de l'âge de la cohabitation... Au final, le nombre de ménages devrait passer de 5,1 millions à 5,9 millions en 2070, soit une augmentation de 16 % alors que la population devrait croître de 10 % sur la même période.

5

Diminution de la population à Bruxelles

C'est une des conclusions les plus étonnantes du rapport du Bureau du Plan. La population bruxelloise devrait connaître une croissance très faible jusqu'en 2040 (+ 500 habitants par an en moyenne) puis devenir négative par la suite (- 1.900 habitants par an). Entre 2040 et 2070, le solde migratoire interne négatif – il y a plus de personnes qui déménagent en dehors de Bruxelles vers les deux autres Régions qu'il n'y a de Wallons et de Flamands qui viennent s'installer dans la capitale – ne sera plus compensé par les apports de la migration internationale.

En 2070, Bruxelles devrait compter 4 % d'habitants en moins si on en croit les projections du Bureau du Plan. Pour en arriver à cette prédiction, le BFP s'est basé sur les tendances observées sur les dix dernières années au niveau des taux de migration d'un arrondissement à l'autre. Une étude de l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (Ibsa) a récemment mis en évidence une accentuation du phénomène d'exode des Bruxellois. En 2021, 44.905 personnes ont quitté Bruxelles pour la Wallonie ou la Flandre soit une hausse de 10 % par rapport à 2019 et 2020. Du jamais vu depuis 1989.

6

Faible croissance en Wallonie

L'évolution démographique en Wallonie devrait être similaire à celle de Bruxelles même si le phénomène de décroissance devrait être plus lent. Au cours des trois prochaines décennies, la croissance du nombre d'habitants devrait rester positive mais tendre progressivement vers zéro. A partir de la fin 2040, le solde naturel (différence entre naissance et décès) devrait devenir très négatif sans que l'apport de l'immigration interne ou internationale ne permette de compenser. En 2070, il devrait y avoir seulement 2 % de Wallons en plus.

7

La Flandre en progression

A l'inverse des deux autres Régions, la population flamande va continuer à connaître une croissance soutenue. Elle va augmenter en moyenne de 24.000 habitants par an entre 2023 et 2070 pour atteindre les 7,9 millions d'habitants (+ 17 %). Ce n'est pas le solde naturel qui explique ce phénomène, mais bien le solde migratoire interne. En d'autres mots, de plus en plus de Bruxellois et de Wallons devraient choisir d'aller habiter en Flandre.

Le nombre d'enfant(s) par femme en 2070 revu à la baisse

Basée notamment sur l'évolution du nombre moyen d'enfants par femme, l'hypothèse de fécondité à long terme est revue à la baisse par le Bureau du Plan. La baisse est déjà ancienne : 1,86 en 2010, 1,52 en 2022. « Ceci s'explique notamment par un report des naissances en période de crise(s), mais aussi par une diminution du nombre d'enfants souhaités par les couples suite à l'évolution sociétale », contextualise le Bureau du Plan. Cette évolution à la baisse perdure aujourd'hui. Le Bureau a aujourd'hui revu à la baisse l'hypothèse de fécondité à l'horizon 2070 en se basant sur deux méthodes d'analyse. La première est le résultat d'une enquête auprès d'experts en démographie, en Belgique mais aussi à l'étranger. La seconde, baptisée méthode ReNaissance, est le fruit d'une collaboration avec l'Université d'Anvers et son Center for population family and health. Deux approches complémentaires, pointe le Bureau, les experts « intégrant des changements sociétaux qui peuvent avoir des conséquences à plus long terme sur le niveau de la fécondité ». Alors que le modèle ReNaissance prend, lui, en compte « l'histoire

génésique des femmes (nombre d'enfants déjà nés, intervalle entre les naissances, âge de la mère à la naissance) présente dans la population résidant en Belgique ». Verdict ? Le Plan retient une progression de la fécondité à 1,62 enfant par femme jusqu'en 2035 avant de rejoindre le niveau moyen de long terme repris par les experts soit 1,6. Ce qui représente une légère reprise de la fécondité par rapport à aujourd'hui (1,52), mais toujours une baisse par rapport aux années 2000 (1,86). Par rapport à la projection démographique publiée en janvier 2023, le niveau de fécondité à long terme qui était d'1,7 enfant par femme a été revu à la baisse. Une évolution à la baisse du nombre de naissances qui a aussi un impact sur la croissance de la population, le nombre d'habitants en Belgique passant de 13,2 millions à 12,9 dans le scénario d'1,6 enfant par femme. Soit une différence d'un peu plus de 350.000 habitants. Exprimé en taux de croissance, le nombre d'habitants en Belgique augmente en moyenne de 0,20 % par an dans le scénario de référence (1,6) contre 0,26 % par an dans le scénario précédent. PATRICE LEPRINCE